

Les Amis du Musée de la Résistance du Département de la Haute-Vienne

Bulletin n° 35 - 3^e trimestre 1996

BUREAU DIRECTEUR

Président fondateur : Colonel Georges Guingouin, Compagnon de la Libération, Libérateur de Limoges.

Présidents d'honneur : Alain Rodet, député-maire de Limoges ; Jean-Claude Peyronnet, sénateur, président du Conseil général de la Haute-Vienne ; Robert Savy, président du Conseil régional.

Président actif : Jacques Valéry, 41, avenue du Roussillon, 87000 Limoges, tél. 55 79 34 35.

Vice-présidents : Mme Thérèse Palan ; MM. G. Cuisinier, Alphonse Denis, H. Dutheil, R. Duval, J.-C. Fauvet, L. Gendillou, L. Lebloys, J.-P. Morlon, G. Trayaud, chanoine Varnoux †, J.-M. Villeléger, Jean-Claude Garniche.

Secrétariat : Lucien Sage, Nicole Aymard, Henry Demay, docteur Albert Renaudie, Jeanne-Marie Berdasé.

Documentation historique : Alain Baron, Louis Chadelaud, André Couvidou, Jean Villegoureix.

Commission d'action pour la mémoire : Paulette Duquerroix, Marcelle Pénicaud.

Trésorier : Roland Mériçglier, 15, rue des Félines, 87100 Limoges.

Commissaire aux comptes : Richard Bardoulaud.

Ordre : Association des Amis du Musée de la Résistance, CCP 387-22 R Limoges.

ISSN 1141.6408.

Assemblée générale 1996 des Amis du Musée de la Résistance

Compte-rendu par Alain BARON chargé de la documentation historique

Samedi 20 avril 1996, la présidence de l'assemblée est confiée à Marie-Thérèse Palan qui ouvre la séance à 15 h 05 en présentant les membres du bureau siégeant à la tribune : le colonel Georges Guingouin, président-fondateur, Jacques Valéry, président, Roland Mériçglier, trésorier, Richard Bardoulaud, commissaire aux comptes, Alain Baron remplaçant Lucien Sage, secrétaire général, excusé.

La parole est donnée à Jacques Valéry :

— Il salue les nombreux présidents d'associations amies dont Thérèse Menot, présidente de la F.N.D.I.R.P. Haute-Vienne représentant le conseil municipal et son député-maire Alain Rodet ; Georges Chaffringeon, président des anciens du 134^e R.I. "Oradour", Marc-Raymond Beineix, président des anciens du 63^e R.I. et des quatre-vingt-trois adhérents venus souvent de très loin (Meurthe-et-Moselle, Cantal, Loire-Atlantique, Alpes-Maritimes) et les 27 qui se sont s'excusés par écrit ou par fil, dont nos trois présidents d'honneur.

— Il fait observer une minute de silence en mémoire des camarades ou des membres de leur famille disparus au cours de l'année.

— Il lit le courrier reçu à ce jour :

Guillaume Bariou apporte un témoignage supplémentaire sur feu Mme Ribieras. Candidature de Robert Laucournet à la vice-présidence. Réponse sera faite sous peu. Alain Rodet précise le texte définitif de la plaque (offerte par la municipalité) concernant l'imprimerie clandestine qui sera apposée le 8 mai 1996 rue de la Mauvendièrre.

Jean-Claude Peyronnet précise que le panneau signalant le premier parachutage d'armes à Magnac-Bourg clôturerait la série des "panneaux de mémoire" offerte par le Conseil général.

José Aboulker, compagnon de la Libération depuis 1943, nous honore de son adhésion.

Claude De-Vlièger confirme que le maire de Pontoise a fait détruire la croix en bouleau, façon cimetière allemand en Russie, montée clandestinement sur la tombe de René Binet, ancien Waffen SS de la division "Charlemagne". La plaque écrite en gothique portait également la croix de fer. Grâce à la vigilance de nos amis du Val-d'Oise, et de tous, les nazis français ne feront pas la loi chez nous.

Après avoir rappelé la présence des Amis du Musée de la Résistance à toutes les manifestations patriotiques sur Limoges et au-delà, car Lucien Lebloys, vice-président nous a représenté à l'A.G. des Amis du Musée de Cahors, Jacques Valéry a rendu un hommage appuyé et mérité à Thérèse Menot. De santé fragile, à longeur d'année Thérèse a visité les collègues et les lycées de notre département mais aussi en Creuse.

Payés de sa poche, elle leur a offert des ouvrages et une exposition

sur la Résistance et la Déportation. Elle a parlé aux jeunes de 3^e, seconde, 1^{er} et terminale de son vécu de Gnome & Rhône à Ravensbrück et les a aidés pour la préparation au concours de la Résistance. Elle accueille les cars de scolaires et d'anciens qui demandent à visiter le Musée avant de se rendre à Oradour-sur-Glane ou l'inverse. Il n'y a pas de meilleur guide. Elle incarne le courage et l'abnégation de la femme française dans la période noire de l'occupation. Jusqu'au bout de ses forces elle tiendra sa promesse : « lutter, toujours lutter afin que toutes celles et ceux qui ne sont pas revenus ne tombent dans l'oubli ! » L'action de Thérèse Menot reste exemplaire et rare dans notre pays.

La salle entière, debout, a applaudi longuement.

Ensuite, le trésorier, Roland Mériçglier présente le bilan financier. Il est positif. Les cotisations accusent une progression de 423 en 1994 à 498 en 1995. Il donne la liste des subventions allouées par les municipalités qui, elle, est en baisse. Il lance un appel pour que chaque adhérent touche dans sa commune, le maire ou ses adjoints afin d'inverser la tendance. Si les 200 maires de la Haute-Vienne (Limoges est mise à part) versaient 100 F annuellement, nous aurions une aide de 20 000 F pour parfaire notre action. Nous devons féliciter les municipalités de Panazol, Feytiat, Peyrilhac, Droux, Rilhac-Rançon qui versent bien au-delà de 100 F.

Le commissaire aux comptes, Richard Bardoulaud, atteste de la régularité des écritures et de la bonne tenue des comptes. Le rapport financier est adopté à l'unanimité à main levée, sous les applaudissements.

La parole est donnée à la salle :

— Thérèse Menot attire l'attention sur le dysfonctionnement du Musée de la Résistance. Il a fallu le vol d'un colot de déporté, d'un Colt, de la grande médaille de Ravensbrück et... du poste de télévision pour qu'une alarme soit posée. La projection de films et cassettes est indispensable pour la compréhension du public. Aux dernières nouvelles, une autre télévision va être mise en place. Il arrive que le Musée de la Résistance soit fermé par suite du manque de personnel au Musée des émaux ou autre exposition. C'est inadmissible ! A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels, encore faut-il nous prévenir. Bénévolement avec Jacques Valéry nous avons déjà suppléé au manque de personnel. Mme le Conservateur du Musée municipal possède nos numéros de téléphone.

Thérèse Menot demande également la mise à disposition du premier étage inutilisé pour compléter les collections et aménager une bibliothèque spécialisée.

— Marc Wilmart intervient pour appuyer la démarche et s'étonne que ce Musée soit négligé à ce point. Il suggère une démarche par

délégation auprès du maire avec dépôt d'un rapport circonstancié. Il est déploré également l'absence de signalisation permanente et la formation du personnel affecté à la réception du public.

— M. Chabrou, nouvel adhérent, regrette que la Résistance Limousine ne soit pas assez connue et que le titre de "Capitale du Maquis" donné par le général de Gaulle ne soit pas matérialisé par un monument financé par souscription.

— Jacques Valéry donne lecture d'une correspondance nous remerciant pour le don d'ouvrages devant récompenser les lauréats du concours de la Résistance. Une nouvelle fois, il souhaite, comme cela se passe dans de nombreux départements, que la préparation des paquets de livres soit effectuée à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, cité administrative Blanqui, sans toutefois évincer les personnes qui s'en sont occupé jusqu'alors. Notre ami Lagarde est également partisan.

— Louis Gendillou souligne qu'après la profanation de la Pierre de mémoire du Mont Gargan, il a demandé au Conseil général, à plu-

sieurs reprises, d'en effectuer la remise en état. Ne voyant rien venir, il a effectué le travail lui-même. Applaudissements, mais ceci est anormal. Il serait souhaitable que les fonctionnaires responsables fassent leur devoir pour le suivi de ce genre d'opérations.

— Pierre Bastard intervient dans le même sens concernant des graffiti sur une construction de la SNCF. Cette dernière l'a détruite rapidement.

— Thérèse Menot dénonce une affaire de badigeons (slogans nazis) au collège d'Isle passée sous silence malgré l'importance des dégradations. Marc Willmart répond qu'il faut effectivement réagir très vite pour la disparition des inscriptions et la remise en état, mais sans publicité. La plupart du temps, c'est le fait d'imbéciles qui voient leurs actions mises en vedette et la glorification de leur bêtise les encourage à la récidive.

Avant le discours du Colonel Georges Guingouin, le président annonce le programme des manifestations du souvenir et des implantations de nouveaux panneaux.

Allocution du colonel Guingouin

de l'Ordre National de la Libération - Libérateur de Limoges

Chers Camarades de combat, Chers Amis,

Nous voici de nouveau réunis : ceux et celles qui par leur héroïque effort ont permis que la France redevienne un pays libre ; ceux et celles au cœur généreux qui, à mesure que nos rangs s'éclaircissaient, sont venus en renfort pour faire en sorte que le souvenir reste vivace.

Selon la propre expression du général de Gaulle : « *Ce n'est pas seulement un pieux hommage rendu aux morts, c'est aussi un ferment toujours présent dans les actions des vivants.* »

Les sacrifices de cœurs purs épris de liberté, tout au long des siècles, ont jalonné la grande cause de l'émancipation humaine.

Depuis les temps antiques où, à Rome, deux femmes Basilice et Anastasia qui, devenues chrétiennes, avaient affranchi leurs esclaves, furent, pour ce crime envers la société de l'époque, torturées sur ordre de Tigellin, préfet de Néron, puis livrées aux fauves.

En passant par le courage de ces protestantes internées à la tour de Constance, près d'Aigues-Mortes, coupables uniquement de ne pas partager la même religion que le très catholique roi de France et qui, indomptables, gravèrent de leurs ongles dans la pierre leur fière devise "résister !"

Jusqu'au sacrifice de nos camarades, hommes ou femmes, qui tombèrent dans les combats ou devant les poteaux d'exécution, furent torturés par la Gestapo, les miliciens, ou déportés dans les sinistres camps nazis, parce qu'ils luttèrent pour que notre pays redevienne un pays libre.

Lucides, nous l'avons été dès 1938, quand nous essayions de convaincre nos concitoyens que Munich, ce n'était pas la paix. Le peuple était alors berné par ces politiciens incapables qui devaient finir par étrangler la République en votant pour l'"Etat français" de Pétain, comme ce fut le cas de tous les parlementaires de la Haute-Vienne, à part Roche, député de Rochechouart.

Face cachée de l'Histoire : ne figure dans aucun manuel scolaire la déclaration faite au tribunal de Nuremberg, par le général allemand Hadler et les autres membres d'un complot organisé dès 1938 contre Hitler, déclaration selon laquelle les accords de Munich les avaient empêchés de renverser le führer. Que de torrents de sang, que de souffrances, que d'Oradour eussent été évités !

Nous n'avons pas appris à faire la guerre, mais nous l'avons faite et bien faite. Compagnons limousins dans l'Armée des Ombres, nous avons été l'exemple.

Nous nous sommes refusés à commettre les erreurs tactiques du plan Frenay adressé à Londres le 28 janvier 1943 et préconisant l'installation de réduits dans les régions montagneuses, plan qui aboutit aux tragédies du Vercors et du Mont Mouchet, où tant de sang généreux fut inutilement versé.

Le 27 mars 1944, l'héroïque bataillon des Glières était anéanti par les Allemands. Sur 467 maquisards, on dénombra 155 tués au combat, 30 disparus, 160 prisonniers dont la plupart seront massacrés ou déportés. Le hasard de la guerre a voulu que le lendemain 28 mars, ces valeureux combattants soient vengés par nous.

La compagnie de choc de notre brigade, sous mon commandement direct, interceptait alors — après tant d'embuscades infructueuses — la commission d'armistice franco-allemande de Limoges. Le coup porté était si dur pour l'ennemi que le maréchal Von Rundstedt télégraphia immédiatement la nouvelle à Hitler en personne. Ce der-

nier commit alors une faute qui, plus tard, devait se révéler pour lui fatale, celle de diriger contre les maquisards du Centre-Ouest la redoutable division blindée Waffen SS "Das Reich", au lieu de l'envoyer renforcer le front de Normandie où ne stationnaient que trois divisions blindées.

Si cette division d'élite s'était trouvée là-bas le 6 juin, le débarquement allié, cette bataille décisive pour la libération de la France eût été un désastre. Tous les historiens, américains, anglais et même allemands, le reconnaissent. Seuls, les nôtres sont aveugles.

L'un d'eux, éminent personnage, puisque membre de l'Académie des sciences morales et politiques françaises, ira jusqu'à tirer d'un fait historique la conclusion contraire !

Quant, le 9 juin 1944, notre brigade captura le "héros" de la division "Das Reich", il s'ensuivit un retard de 48 heures pour le départ de cette unité vers la Normandie. Aux dires mêmes de la plus haute autorité militaire alliée, le généralissime Eisenhower, ce retard sauva le débarquement. Mais notre illustrissime historien ne s'en est pas aperçu. Pour lui, ce fut une des causes du massacre d'Oradour ! Alors que les documents historiques prouvent que la décision prise par les SS était antérieure à la capture du commandant Kämpfe.

On reste confondu devant une telle volonté de dénaturer la réalité historique. Avoir par deux fois sauvé le débarquement allié, impensable pour ces plumitifs !

Le journal "Le Monde" où l'on se pique de diffuser une information objective, se permit, lui, de tronquer un témoignage que je lui avais adressé. Et le très officiel "Institut national de l'histoire de la défense" n'hésita pas à publier une véritable "tartarinade".

Nous continuerons inlassablement à combattre ces indignités. Mais, égaux à nous-mêmes, toujours lucides, nous devons tenir compte d'un nouveau péril qui menace notre pays. Dans notre dernier bulletin, j'ai donné l'alerte, parce qu'il me semble que la construction européenne entre dans une phase décisive pleine de dangers.

Déjà des pans entiers de notre souveraineté nationale ont été abandonnés sous l'illusion du traité de Maastricht et le ministre des Affaires étrangères allemand Klaus Kinkel se refuse à ce que soit diminuées les prérogatives de la Commission de Bruxelles. D'après le livre blanc, 15 millions d'emplois en Europe devaient être créés, mais rien n'a été fait depuis 3 ans et la mystification continue.

Devant ce péril extrême, conscients des hautes vertus dont nous fûmes le vivant exemple, nous devons solennellement appeler nos compatriotes à réfléchir afin que notre pays reste maître de son destin.

Partenaires de l'Allemagne, oui, mais sur un strict pied d'égalité. Sous les paroles trompeuses, nous discernons ce qui se prépare.

Jacques Delors, ancien dirigeant de la Commission de Bruxelles, un de ses premiers responsables de la dérive de cet organisme, n'a-t-il pas, dans un de ses discours, lâché un aveu précieux : « Nous subissons depuis trois ans la politique de la Bundesbank uniquement décidée en fonction de l'intérêt de l'Allemagne ? »

Voilà un point précis qui montre l'état d'esprit réel des dirigeants allemands. Dernièrement, le directeur de cette banque, Hans Tietmeyer, affirmait avec arrogance que « les hommes politiques doivent comprendre qu'ils sont sous le contrôle des marchés financiers. »

Non, Herr Tietmeyer, nous, dont les aïeux en 1789 avaient inscrit

sur les poteaux-frontières de notre pays "Ici commence le pays de la liberté" et qui n'avons jamais connu l'"Ordre Teutonique", nous pensons que les hommes politiques doivent être sous le contrôle du peuple. Nous ajoutons même que, dans une véritable démocratie, ils devraient être révocables si, après leur élection, ils se permettent d'avoir une attitude contraire à leurs engagements.

Certes, nous connaissons les ravages causés par l'illusion semée en 1981 : on allait "changer la vie". La réalité fut tout autre : on a laissé la bride sur le cou aux milieux de la haute finance et de l'industrie qui se sont lancés dans la recherche effrénée du profit au détriment de l'emploi créant une situation favorable à la propagande du Front national, ce renouveau du vichysme.

L'expression du grand magazine d'information américain "Newsweek" dénonçant les "Assassins industriels" est des plus justes. Ce qui est plus grave encore, c'est que les dirigeants nommés par le pouvoir politique à la tête de sociétés nationalisées ont suivi les dérives de l'industrie privée.

C'est ainsi que le chef de cabinet du ministre Laurent Fabius, Louis Schweitzer, parachuté à la direction de Renault, non content d'avoir implanté une usine en Argentine, trouve le moyen de dépenser 3 milliards et demi de francs pour en implanter une autre au Brésil ! Evidemment, la main-d'œuvre est beaucoup moins chère là-bas. Quand ces usines seront en pleine production, les voitures seront importées en France et, il n'y aura plus qu'à licencier encore, ici, et finalement fermer.

Il y a plus de dix ans, en 1985, j'écrivais dans "Premier maquisard de France" : « La civilisation actuelle, avec son système de production pervers, n'obéissant qu'à la loi du profit, rend l'homme esclave, alors qu'il devrait être créateur.

Les acquisitions de la science sans progrès moral n'ont assuré qu'une montée de la pauvreté, de l'injustice, de la violence de par le monde. »

De nos jours, par suite du désastre économique, notre pays est à nouveau "en péril de mort", comme il le fut en 1940 à la suite du désastre militaire.

Nous ne pouvons rester inertes. Agir sur l'opinion publique pendant qu'il est encore temps, nous le pouvons, car la France profonde n'ignore pas nos sacrifices.

A l'aube de la Résistance, c'était une tâche périlleuse de diffuser nos premiers tracts : ne risquait-on pas d'être dénoncé par une personne qu'on jugeait sûre ?

Nous avons tourné la difficulté en distribuant clandestinement des tracts la veille de ces rassemblements qu'étaient les foires dans le monde paysan. Les uns étaient fous de rage à leur lecture, les autres s'effrayaient de les dissimuler sur eux pour les montrer au village à leur retour. La police a marqué le coup : le commissaire Macé Pierre a envoyé un rapport spécial à Vichy, le 13 juin 1941 et, un beau jour, sur les ondes, on a entendu le maréchal Pétain dans son allocution du 12 août 1941, dire qu'"il sentait un vent mauvais se lever sur la France".

A nous de faire en sorte que les citoyens de ce pays sentent un vent nouveau porteur d'espérance.

Nous avons publié l'appel contenu dans le dernier bulletin, à 5 000 exemplaires. A vous de le faire connaître soit en le distribuant personnellement, soit en l'envoyant par La Poste et en profitant de tout rassemblement pour faire entendre notre voix.

Dans la petite église d'Oradour, incendiée par les SS, parmi les innocentes victimes, se trouvait une jeune institutrice, Denise Bardet. Le seul souvenir qui reste d'elle est son journal intime où à la date du 23 décembre 1943, elle écrivait : « Il ne faut pas confondre la barbarie nazie avec l'Allemagne. »

Ironie cruelle du sort ! Comment aurait-elle pu imaginer cette atroce dérive, ce crime destiné à frapper de terreur toute une population ?

Notre honneur à nous, les survivants de la lutte libératrice, nous commande de tout faire pour empêcher toute mystification, jusqu'à notre dernier souffle.

Dans le délabrement général, face à la crédulité des masses exploitées par les "coquins", agir pour que les hommes de notre pays deviennent des citoyens et des citoyennes dignes de la patrie des Droits de l'homme.

C'est la tâche de l'heure.

20 avril 1996.

G. Guingouin,
de l'Ordre National de la Libération,
libérateur de Limoges.

Commémoration du 8 mai

Commémoration du 51^e anniversaire de la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie et inauguration d'une plaque de mémoire concernant la Résistance limousine.

Après l'aubade donnée par l'harmonie municipale, place de la République, le cortège composé dans l'ordre par les porte-drapeaux, les anciens combattants et victimes de guerre, les personnalités et la foule fidèle au souvenir s'est rendu place des Carmes. Là, une foule plus dense encore attendait. Les militaires rendent les honneurs. MM. Francis VERGNIAJOU et René GRANY, accompagnés de deux enfants, ravivent la flamme. Puis M. VERGNIAJOU donne lecture du message de l'U.F.A.C., M. CAUTRES, l'ordre du jour n° 9 et M. le Préfet de la Région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, le message de M. le Ministre des A.C.V.G. Pendant que retentit le Chant des Partisans, des filles et des garçons d'une école primaire de Limoges, sérieux et disciplinés, ont posé leur bouquet sur le socle du monument aux morts de 1939-1945. Peu après, les autorités déposèrent à leur tour gerbes et couronnes. A l'issue de cette cérémonie, le président Louis VERDENET invitait tous ceux qui le désiraient à suivre les personnalités civiles et militaires à l'inauguration de la plaque de mémoire, 28, rue de la Mauvendière. Pratiquement toute l'assistance se retrouvait à proximité de la caserne des pompiers richement pavoisée pour cette exceptionnelle circonstance.

Francis VERGNIAJOU, entouré de Pierre BASTARD, d'Yvonne et Alphonse DENIS, d'Anna POUZACHE, de Jacques VALERY, après avoir remercié les présents, donne la parole à Jean SENAMAUD, président d'honneur de l'A.N.A.C.R.

Jean SENAMAUD a fait l'historique des activités en ce lieu dont voici quelques extraits :

« Dix longs mois s'écoulèrent, tant étaient grandes les difficultés avant que le projet pût être mis à exécution. Une équipe de typographes avait été recrutée parmi le personnel du journal collaborateur "Le Courrier du Centre". Ils s'appelaient Jean BOISSEUIL, Jean BREUIL et la jeune Jeannette SABOURDIN, bientôt rejoints par Pierre BASTARD, ici présent, René DUMONT, Eugène PAR-

THONNAUD, Jean HORY, Adrien FROISDEFOND.

"Jeannette" réussissait le tour de force de composer en alternance son travail normal et les textes clandestins ; c'est à peine croyable ! Quant aux caractères d'imprimerie qui n'étaient pas ceux du "Courrier", ils provenaient d'origine très diverse, pour égarer les soupçons, et un habile graveur nommé COIGNA se chargeait de "maquiller" ceux qui auraient été trop facilement repérables. Le papier, pourtant si rare, fut trouvé. Certaines pages, ou d'autres tracts, étaient parfois "montés" chez Denise DECOSSAS qui habitait ici même, au 1^{er} étage. Elle aussi vivait dangereusement.

Après le tirage à l'imprimerie Rivet, c'était d'abord le stockage, notamment au café d'Auguste FAUGERAS, puis la diffusion jusque dans la Creuse, la Corrèze, la Dordogne, l'Indre, mais surtout en Haute-Vienne avec une zone privilégiée, le secteur Est : 2 000 transportés un jour par Alphonse, juste retour vers Georges GUINGOUIN, qui avait, dès la défaite, remis en service la Ronéo du "rayon" du P.C.

Il se trouve, curieusement, que ce sont les trois seuls survivants de cette rude aventure, Pierre BASTARD, Alphonse DENIS et son épouse Yvonne alias "Rose", qui procédaient au plus important travail de distribution. Dans ma petite ville du nord du département, trois fois le responsable local du Front National me remit une liasse de "Valmy" que je joignis bien volontiers aux journaux clandestins de mon organisation M.U.R. Armée Secrète. Savez-vous que le tirage de Valmy atteignit des chiffres inespérés : 8 000 en septembre 1943 ; 8 000 en octobre et 16 000 pour le 3^e et dernier numéro dont voici une médiocre photocopie des 4 petites pages ! - (Montré à la foule).

A la liste des noms déjà cités, je me dois d'ajouter ceux d'hommes et de femmes qui, par d'innombrables tracts, affiches et journaux tels ceux-ci, ont assuré jusqu'à la Libération le suivi de l'information de la Résistance, après le départ d'Alphonse DENIS appelé à